



**SEMINAIRE
SUR LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DU 1^{er} SEMESTRE 2012
ET LES PREVISIONS A COURT TERME 2012-2013
DANS LES ETATS MEMBRES DE LA CEMAC ET AU BURUNDI**

Douala, 28 février – 1^{er} mars 2012

POINTS SAILLANTS

Point 1 : **Introduction**

Dans le cadre de l'analyse de la conjoncture économique dans les Etats de la CEMAC et au Burundi, un séminaire s'est tenu à Douala du 28 février au 1^{er} mars 2012, dans la salle du Conseil de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). Ce séminaire a été organisé par la CEMAC et AFRISTAT. Il se situe dans la ligne des séminaires semestriels organisés par AFRISTAT depuis 2001. L'animation du séminaire a été assurée par AFRISTAT et la CEMAC. Les présidences et les secrétariats ont été confiés aux participants.

Chaque Etat était représenté par des spécialistes en prévision économique et en analyse conjoncturelle. La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) y était également représentée. Les représentants de la Guinée Equatoriale étaient absents. La liste des participants figure en annexe.

Le discours d'ouverture des travaux a été prononcé par Monsieur Djimtoïngar Nadjionoum, Directeur des études économiques à la commission de la CEMAC. Le programme de travail a été présenté et adopté (cf. annexe).

Point 2 : **Objectifs du séminaire**

Ce séminaire visait un objectif, à la fois pédagogique et opérationnel. Il s'agissait de :

- exposer les résultats de chaque pays sur le suivi conjoncturel et les prévisions économiques à court terme ;
- poursuivre et approfondir les rapprochements, tant du point de vue de la méthode de projection que des données exogènes utilisées.

Point 3 : **Déroulement du séminaire**

3.1. Session 1 : L'environnement économique international

Une présentation a été réalisée le mardi matin par AFRISTAT, intitulé « la conjoncture internationale lue dans la base de données d'AFRISTAT ». Elle a porté sur les éléments conjoncturels suivants : activité, inflation, taux d'intérêt des pays du G7, cours des principales matières premières.

Les Etats ont exprimé le besoin de suivre le cours du coton, de l'aluminium et du manganèse et le taux de change de la monnaie nigériane, le naira.

3.2. Session 2 : Conjoncture à fin 2011 et prévision économique 2012-2013 dans les Etats

Les délégations des six Etats participants ont successivement présenté l'état actuel de la conjoncture économique de leur pays et le cadrage macroéconomique pour la période 2011-2013.

Il est ressorti des différents exposés, que la situation macroéconomique des Etats pour l'année 2011 s'est caractérisée par un affermissement de la croissance économique au Cameroun, en RCA et au Burundi, et une inflexion dans les autres Etats, en raison soit d'une moindre contribution pétrolière, soit de mauvaises conditions climatiques (Tchad). Dans les pays de la CEMAC, l'inflation reste contenue dans la norme communautaire, malgré une accélération en fin d'année.

Pour l'année 2012, les participants ont retenu une accélération généralisée de la croissance dans l'ensemble des pays à l'exception du Gabon, et une amélioration des soldes commerciaux en valeur, à l'exception du Burundi et du Gabon.

Les premières hypothèses sur l'année 2013 confirment le redressement attendu en 2012, à l'exception du Tchad qui marque une inflexion dans sa croissance.

Un résumé des interventions et des remarques faites par les participants figure en annexe. Il en est de même de toutes les présentations du séminaire.

3.3. Session 3 : Conjoncture économique et prévision vues par la CEMAC synthèse de la conjoncture économique de la fin 2011 et les prévisions 2012

Sur ce thème, la Commission de la CEMAC a présenté la situation économique de la zone en 2011 et les perspectives 2012, examiné l'état de la convergence sur la période 2007-2011.

Les indicateurs présentés sur cette période ne montrent pas une véritable convergence des économies de la sous-région. Les données agrégées provisoires à fin décembre 2011 font apparaître que la Communauté respecterait trois critères sur quatre, celui relatif à la non accumulation des arriérés sur la gestion courante ne serait pas observé. Par pays, il se dégagerait globalement une légère amélioration de l'exercice de la surveillance multilatérale dans les États membres de la CEMAC par rapport à 2010. En effet, seul le Cameroun respecterait les 4 critères de surveillance multilatérale. Le Congo, le Gabon et le Tchad respecteraient trois critères, et les deux autres pays à savoir la Centrafrique et la Guinée Équatoriale observeraient deux critères sur quatre.

Quant aux perspectives macroéconomiques de la Communauté pour l'année 2012, elles s'annoncent prometteuses et se caractériseraient par une amélioration de la croissance économique, un renforcement des finances publiques et des comptes extérieurs ainsi qu'un affermissement de la situation monétaire. Par ailleurs, l'inflation s'établirait à moins de 3% en moyenne annuelle en 2012.

Point 4. Etat de mise en œuvre des recommandations des précédents séminaires

Situation dans les services des Etats participants ; changements depuis le séminaire de 2011

Un tour de table a permis aux participants de faire le point de la mise en œuvre des recommandations du précédent séminaire. Il est ressorti la situation suivante :

Cameroun

- conjoncture : Les moyens complémentaires reçus en ressources humaines ont permis de rattraper les retards dans les publications conjoncturelles ; le projet de refonte de l'IPI et l'enquête auprès des chefs d'entreprise se poursuit ; le module de base de données conjoncturelles sur Excel est fonctionnel ;
- Prévision : la Division des synthèses macroéconomiques est toujours en sous effectif (4 cadres). Publication : deux notes de cadrage, en mars et en octobre 2011 ; une note trimestrielle de conjoncture économique depuis 2011 ; on envisage la mise en ligne des publications. En projet : l'élaboration du module fiscal est très avancée et sera intégré cette année au module de prévision.

Burundi

- conjoncture : l'effectif de cadres est suffisant (6 agents) avec un besoin en moyens matériels informatiques ; publication régulière par l'ISTEEBU d'une note de conjoncture trimestrielle (le 4^{ème} trimestre 2011 est en cours) ; l'IHPC et l'IPI sortent régulièrement (léger retard pour l'IPI) ;
- Prévision : service renforcé, nombre de cadres suffisant ; un comité de cadrage mis en place mais le cadrage repose encore sur l'ancienne base des comptes nationaux 1996; le SPM dispose d'un modèle de prévision de MLT pour le cadrage macroéconomique, budgétaire et les projections des indicateurs sociaux ; le SPM élabore et publie un rapport annuel sur l'économie burundaise, pas de modèle de prévision à court terme.

Centrafrique

- conjoncture : la restitution du précédent séminaire n'a pas été faite. 3 cadres supplémentaires au service de conjoncture de la DGPS ; des retards dans les collectes et publications de l'ICASEES : IPI, IPC et bulletin de conjoncture (qui influent sur le délai de publication de la note de conjoncture) ; manque de ressources humaines ; l'enquête auprès des chefs d'entreprise est suspendue ;

- Préviation : deux cadres sont partis du service ; le modèle TABLO installé par AFRISTAT n'a pas encore été utilisé ; publication des notes de cadrage avec l'ancien modèle.

Congo

- conjoncture : renforcement des ressources humaines (nomination d'un nouveau chef de service et affectation de 9 cadres). La collecte des données a repris pour l'IPI (de 2010 à maintenant) ; reconstitution en cours d'une nouvelle base de données conjoncturelles ; publication d'un bulletin de conjoncture dans un mois ;
- Préviation : le comité de cadrage macroéconomique et budgétaire existe depuis 2009 et le secrétariat est assuré par la Direction générale du plan et de développement; modèle utilisé est le MAC Congo, modèle quasi comptable ; publication de deux notes de cadrage en 2011.

Gabon

- Conjoncture : la Direction Générale des Statistiques (DGS) ne fait pas de synthèse conjoncturelle ; l'IPI : une nouvelle équipe a été mise en place ; la collecte a repris pour les données de 2011 à maintenant, rattrapage en cours ; l'IHPC est publié dans les délais, et pour le commerce extérieur le retard est rattrapé ; la DGELF élabore une note de conjoncture trimestrielle sur le secteur réel ;
- Préviation : Le modèle MEGA doit être amélioré pour faire la cohérence des comptes ; 2 publications semestrielles de cadrage par an.

Tchad

- conjoncture : la restitution du séminaire n'a pas été faite mais le rapport de mission a été diffusé en interne ; le personnel est seulement composé de deux cadres avec deux ordinateurs. Le suivi conjoncturel connaît des retards dans la collecte des données et la diffusion. Les délais sont respectés pour les publications de l'IHPC et retard de l'IPI ;
- Préviation : besoins en ressources humaines.

CEMAC

- Problème général de mise en place des financements pour le démarrage du programme statistique régional. En particulier, difficultés de mobiliser les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du projet IHPC qui pourrait être en partie financé par le Programme Indicatif Régional 10^{ème} FED dont la signature est attendue au premier semestre 2012 ;
- Projet de mise en place d'un modèle à 2 composantes court terme et moyen terme dans les pays de la CEMAC ; processus d'appel d'offre en cours ;
- Note de conjoncture régionale : problème de ressources humaines et de communication avec les Etats ; l'objectif est de publier une note, même avec des données manquantes.

Point 5 : **Recommandations du séminaire**

Les participants au séminaire, tirant les leçons des lacunes de leur dispositif à assurer convenablement une veille économique, ont souhaité que des actions vigoureuses soient entreprises en vue de mettre au point ces dispositifs en termes d'indicateurs et de publications adaptées. Aussi, ont-ils formulé les recommandations suivantes :

Aux administrations chargées de la production de statistiques de court terme, de l'analyse conjoncturelle et de l'élaboration des prévisions macroéconomiques :

- faire la restitution des interventions du séminaire auprès des services respectifs;
- renforcer les services en charge de la conjoncture et des prévisions en ressources humaines et moyens matériels ;
- diffuser largement et dans les délais, les résultats des analyses conjoncturelles et prévisionnelles ;

A AFRISTAT :

- intensifier ses appuis techniques dans les domaines de la conjoncture et des prévisions en faveur des pays ;
- ajouter d'autres indicateurs conjoncturels dans la base de données : le taux de change du le naira, le cours de l'aluminium et du manganèse ;
- mettre à la disposition des Etats un guide méthodologique d'élaboration d'un bulletin et d'une note de conjoncture.

A la Commission de la CEMAC :

- poursuivre l'organisation des séminaires de conjoncture et de prévision à court terme ;
- accélérer la mise en œuvre du programme statistique régional, en particulier, le projet IHPC.

Point 6 : Remerciements

Les participants remercient tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce séminaire, notamment la CEMAC et AFRISTAT pour l'organisation et l'animation, la BEAC pour son soutien logistique et le Gouvernement camerounais pour l'hospitalité manifestée à leur endroit.

Douala, le 1^{er} mars 2012

MOTION DE REMERCIEMENT
AU GOUVERNEMENT ET AU PEUPLE CAMEROUNAIS

Les participants au Séminaire sur la conjoncture du premier semestre 2012 et les prévisions à court terme (2012-2013) dans les Etats membres de la CEMAC et au Burundi, tenu à Douala, du 28 février au 1^{er} mars 2012, adressent leurs vifs remerciements au Gouvernement et au Peuple camerounais pour l'hospitalité manifestée à leur endroit et les appuis multiformes reçus qui ont permis la tenue de cette rencontre en terre camerounaise.

Fait à Douala, le 1^{er} mars 2012

Les participants.

ANNEXES

PROGRAMME DE TRAVAIL DU SEMINAIRE

Mardi 28 février		
MATIN	Présidence : CEMAC; secrétariat : AFRISTAT	
08H 45 - 9H15	Installation des participants	
09H15 - 09H 30	Ouverture du séminaire par le représentant de la CEMAC	
09H 30 - 10H 00	Présentation et adoption du programme de travail	TOUS
10H 00 - 10H 30	Pause café	
10H 30 - 11H 30	La conjoncture internationale lue dans la base de données d'AFRISTAT	AFRISTAT
11H 30 - 12H 30	Débat	TOUS
APRES-MIDI	Session 1 Diagnostic conjoncturel au premier semestre 2012 et prévisions 2012-2013 dans les Etats	
	Présidence et rapporteur : Tchad; Burundi	
14H 30 -15H 15	Présentations techniques : Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2011-2012	CAMEROUN
15H 15 -16H 00	Débat	
16H 00 - 16H 30	Pause café	
16H 30 -17H 15	Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2011-2012	CENTRAFRIQUE
17H 15 -17H 40	Débat	
Mercredi 29 février		
	Présidence et rapporteur : Cameroun ; RCA	
MATIN		
8H 30 - 9H 15	Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2011-2012	CONGO
9H 15 - 9H 45	Débat	
9H 45 - 10H 30	Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2011-2012	GABON
10H 30 - 11H00	Pause café	
11H 00 - 11H30	Débat	
11H 30 - 12H00	Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2011-2012	GUINEE-EQUATORIALE
12H 00 - 12H 30	Débat	
APRES-MIDI	Présidence et rapporteur : Congo ; Gabon	
14H 30 - 15H 00	Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2011-2012	TCHAD
15H00 - 15H 15	Débat	
15H15 - 15H 45	Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2011-2012	BURUNDI
15H 45 - 16H 00	Débat	
16 H 00 -	Pause café	

16H 30	
--------	--

Session 2 Conjoncture économique vue par les organisations sous- régionales et internationales

Présidence : Congo; Gabon

16H 30 - 17H 00	Conjoncture régionale vue par la Commission de la CEMAC : critères de convergence, surveillance multilatérale	Commission CEMAC
17H 00 - 17H30	Débat	

Jeudi 1er mars

Session 3 Adoption de la note de synthèse et du rapport administratif

Présidence et rapporteur : CEMAC ; BEAC ; AFRISTAT

8H 30 - 10H 00	Première synthèse des interventions	TOUS
10H 00 - 10H 30	Pause café	
10H 30 - 12H 30	Rédaction d'une note de synthèse régionale	TOUS
APRES-MIDI		
14H 30- 16H 00	Adoption de la note de synthèse régionale (suite)	TOUS
16 H 00 - 16H 30	Pause café	
16H 30 - 17 H 30	Rédaction et adoption du compte-rendu administratif et des recommandations	TOUS
17H 00	Clôture du séminaire	

LES PRESENTATIONS PAR PAYS

Synthèses des participants : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Tchad, Burundi

Cameroun

Conjoncture :

- Augmentation de l'IPI (+2,1%) ;
- Hausse de la consommation locale des produits pétroliers liquides (8,5%) et du Gaz Butane (7,8%) ;
- Hausse des ventes de véhicules neufs (17,1%);
- Évolution contrastée des indicateurs du transport ferroviaires. tendance à la hausse du transport des passagers (+4,7%), mais une baisse pour le transport des marchandises (-7,5%) ;
- Le trafic maritime de marchandises s'est inscrit à la hausse en 2011 (11,6%) ;
- L'inflation se situe à 2,9% en variation annuelle en 2011 contre 1,3% en 2010 ;
- L'année 2011 est marquée par une hausse en valeur des exportations hors hydrocarbure de l'ordre de 4,5% sur un an ;
- hausse en valeur des importations hors hydrocarbure de l'ordre de 26,6% sur un an
- Le déficit de la balance commerciale hors pétrole qui se chiffre à 1353 milliards de F CFA se creuse par rapport au déficit de 900 milliards enregistré en 2010 ;
- De janvier à Octobre 2010, Le déficit du solde global base caisse qui se chiffre à 129,1 milliards de F CFA s'est amélioré par rapport à la même période de l'année 2010 dont ce déficit se chiffrait à 196,1 milliards de F CFA.

Prévisions /perspectives :

En 2011, la croissance se consoliderait avec un taux désormais estimé à 4,1% contre 3,3% en 2010 projeté suite à la hausse de la production de pétrole et au bon comportement des sous secteurs : « agriculture des produits vivriers » (4,6%) et « agriculture industrielle d'exportation » (7%). La perspective d'une meilleure fourniture en énergie électrique dès la fin de l'année permet d'envisager la bonne tenue des agro-industries Cette embellie se poursuivrait en 2012 et 2013 où la croissance atteindrait les niveaux respectifs de 5,5% et 6,7%. Celle-ci demeurerait tirée essentiellement par l'agriculture des produits vivriers, les cultures de rente et le bois.

Dans les détails, la croissance est prévue en forte hausse dans le secteur secondaire à 6,6% en 2012 contre 2% estimé en 2011. Après cinq années de baisses consécutives, la croissance du sous-secteur des industries extractives est pour la première fois projetée en hausse (13,2%). Ce regain serait de courte durée puisque dès 2013, la production pétrolière repartirait à la baisse. Les projets structurants viendraient relancer le bâtiment et travaux publics. Le secteur tertiaire va également poursuivre sa hausse, impulsée par le dynamisme des transports et des télécommunications.

Du côté de la demande, la croissance resterait soutenue par la demande intérieure dont la croissance serait respectivement de 5,7% et 5,6% en 2012 et 2013. La demande extérieure contribuerait aussi positivement à la croissance à hauteur de 0,5% et 1% respectivement en 2012 et 2013.

En ce qui concerne les prix, l'inflation est projetée à 3% en 2012. Toutefois, les termes de l'échange redeviendraient défavorables avec la crise financière qui secoue une nouvelle fois les pays occidentaux.

RCA

L'environnement international n'est pas favorable pour la RCA à cause de l'augmentation des cours du pétrole et de la diminution du volume du commerce mondial. Tout cela a un impact sur les exportations de nos produits de rente et sur les finances publiques.

Conjoncture

Sur le plan intérieur, la conjoncture a connu une évolution globale à la hausse en raison des performances affichées par le secteur primaire, en rupture légère avec les évolutions passées. Les problèmes d'approvisionnement en électricité ont impacté négativement la plupart des activités dans le secteur secondaire. Les services dans sa composante « consommation de carburants » a affiché une tendance à la hausse. Les secteurs d'activités orientés vers l'extérieur continuent de subir les contrecoups d'une conjoncture internationale marquée par le ralentissement de l'activité économique suite aux difficultés nées des turbulences financières provoquées par la crise de la dette souveraine de la zone euro.

Au niveau des finances publiques, les recettes se sont repliées tandis que les dépenses ont progressé, ce qui s'est traduit par une dégradation des principaux soldes.

Cadrage macroéconomique

Au plan intérieur, l'année 2011 a été globalement favorable à cause la sécurité, aux réformes engagées et l'opérationnalisation du programme Démobilisation, Désarmement et Reconversion (DDR).

Le taux de croissance en volume a été de 3,3% en 2011 contre 3% un an plutôt. Cette situation pourrait s'expliquer par l'amélioration de la production des grumes et bois scié, dans une mesure par l'exportation des produits d'exportation dont les cours ont évolué.

Le taux de croissance du PIB du secteur primaire atteindrait 3,2% en 2011 contre 2,2%. Quant au taux de croissance du secteur secondaire serait de 3,8% en 2011 contre 1,9% en 2010. Tandis que le taux de croissance du PIB du secteur tertiaire serait de 3% en 2011 contre 2,2% 2010.

L'indice de la consommation a été de 1,2% en 2011 contre 1,52% tiré beaucoup plus par la manufacture, suivi par la fonction alimentaire et à l'habillement.

La baisse du cours du pétrole et la hausse du volume mondial seront bénéfiques pour la RCA en 2012 et 2013.. Ces années seront favorables pour l'économie centrafricaine.

Au regard des hypothèses émises, le taux de croissance en volume passerait 3,7% à 4%. Tous les secteurs vont bien se comporter à l'exception du secteur tertiaire. Il existe une série de défis que le pays doit relever avant d'atteindre ces taux de croissance. Le DSRP de la 2^{ème} génération sera mis en œuvre après l'organisation de la table ronde des partenaires au développement qui pourrait se tenir au second semestre 2012.

Congo

Evolution macroéconomique en 2011

Le taux de croissance économique a atteint 5,3% en 2011 (contre 8,7% en 2010). Du côté de l'offre cette performance résulte essentiellement du dynamisme du secteur non pétrolier dont la croissance est ressortie à 7,5%. Le dynamisme du secteur non pétrolier s'explique la forte contribution du secteur secondaire (8,7%), tirée notamment par la forte progression des Bâtiments et Travaux Publics et des industries manufacturières, qui ont contribué respectivement à hauteur de 11% et 8%. Le secteur tertiaire, a crû de 8,7% suit à la consolidation des activités dans la branche transports et télécommunications (9,2%) qui se sont caractérisées respectivement par le rebond des activités du CFCO, la redynamisation du Port maritime et la poursuite du dynamisme de la sous branche de la téléphonie mobile. Dans le secteur primaire (2,5%), l'activité a été marquée notamment par la progression soutenue des activités de l'agriculture, élevage, chasse et pêche (7,9%).

Du côté de la demande, la croissance a été portée par la consommation. La croissance de la consommation publique est due en grande partie à l'augmentation de la masse salariale suite aux recrutements enregistrés dans la fonction publique.

Cette croissance a été également tirée par la progression significative des investissements globaux en volume passant de 31,7% du PIB en 2010 à 35,9 % du PIB en 2011.

Les prix à la consommation : dans l'ensemble l'IHPC connaît un fléchissement atteignant 1,8% en 2011 après 2,6 % en 2010. L'inflation d'ensemble a augmenté de 1,9% en 2011 contre 0,4% en 2010.

Le commerce extérieur : la balance commerciale a dégagé un solde excédentaire en progression de 21,9% à 2211,3 milliards de FCFA à fin 2011. Le compte des transactions courantes est déficitaire de 645,1 milliards.

Les finances publiques : l'exécution du budget à la fin de l'année 2011 s'est soldée par un excédent budgétaire, base engagements hors dons, de 1141,2 milliards de FCFA correspondant à 16,2% du PIB contre un excédent de 1001,8 milliards, correspondant à 18,8% du PIB en 2010. Les dépenses totales sont estimées à 1712,6 milliards (soit une hausse de 39,8%), réparties en, 690,5 milliards de dépenses courantes et 1022,1 milliards de dépenses en capital.

La situation monétaire : fin d'année 2011 la masse monétaire s'accroît de 13,3%. Les des dépôts à terme et la monnaie fiduciaire progressent respectivement de 16,5% et 12,7%. Les dépôts à vue passent de 18,0% à 22,8%.

Perspectives macroéconomiques 2012 et 2013

En 2012 et 2013, la croissance du PIB se situerait respectivement à 7,0% et 7,3%. La croissance du secteur hors industries extractives serait de 9,9% en 2013 contre 9,8% en 2012. Le secteur industries extractives enregistrerait une croissance 0,9% en 2012 et 1,2% en 2013.

Au niveau des Finances publiques, l'exécution du budget se solderait par un excédent, base engagements hors dons, de 4,6% du PIB en 2012 et en 2013 (8,4% du PIB).

Le déficit du compte courant se creuserait en 2012 (-0,9% du PIB) et connaîtrait une légère amélioration en 2013 du PIB (-0,7% du PIB).

La masse monétaire connaîtrait une hausse de 17,0% en 2012, 14,3% en 2013 et s'établirait respectivement à 24,4% et 28,1% du PIB.

Gabon

Conjoncture en 2011

L'économie gabonaise est caractérisée en 2011 par de bons résultats dans la plupart des secteurs, imputable au contexte économique favorable caractérisé par la vigueur de la demande nationale et internationale. Ces bons résultats ont évolué dans un contexte de maîtrise de l'inflation à 1,3%.

Par ailleurs, on relève une appréciation du solde primaire et de la balance commerciale. Il en est de même de la situation monétaire (à fin septembre 2011).

Cadrage

Sur la base des hypothèses liées au contexte international, aux externalités positives des réformes structurelles et aux politiques budgétaires, les taux de croissance seront respectivement de 2011 à 2013 de l'ordre de 5,8%, 5,6% et 6,7%.

Par ailleurs, la hausse des prix à la consommation se stabiliserait sur la période à 2,3%. Cette évolution des prix s'expliquerait essentiellement par la remontée des cours des produits de base sur le marché international.

Tchad

L'année 2011 serait marquée par un recul de croissance économique (+2,1%) en raison de la baisse attendue (-40%) de la production céréalière au cours de la campagne agricole 2011/2012. L'activité industrielle reste fortement influencée par la production pétrolière et les produits alimentaires. Elle reprend timidement (hausse de l'IPI de 3% sur un trimestre).

Pour l'IHPC, une hausse de 10,7% est observée en glissement annuel à fin décembre 2011. Le taux d'inflation de 2011 en moyenne est 2% contre -2,1% en 2010. Quant à l'inflation sous-jacente, mesurée par les prix hors produits frais et énergétiques, elle est ressortie en hausse de 0,5% et 6,2% respectivement en variation mensuelle et en glissement annuel.

Les ratios des finances publiques s'améliorent grâce à des niveaux de recettes pétrolières plus élevées que prévues initialement et une volonté du gouvernement à maîtriser les dépenses.

Les hypothèses du cadrage macroéconomique sur la période 2012-2013 sont fondées sur un contexte de consolidation de la paix, de mise en œuvre des orientations économiques en matière de développement des infrastructures et du secteur rural.

La croissance économique sur la période 2012-2013 resterait soutenue grâce aux apports de nouvelles activités de production et aux investissements dans les secteurs du développement rural et des infrastructures. Les finances publiques risquent cependant de souffrir d'un tarissement des recettes pétrolières. Les coûts de production augmenteraient de plus de 4 dollars par barils du fait de l'utilisation du pétrole brut pour le fonctionnement des turbines. Le démarrage de la production des autres champs ne permettrait pas de compenser la baisse tendancielle de la production du champ de Doba.

L'atteinte des objectifs macroéconomiques et budgétaires suppose l'accélération des réformes engagées et la mise en œuvre de mesures nouvelles visant d'une part à accroître le taux de pression fiscale et d'autre part à maîtriser le niveau des dépenses publiques et accroître la discipline budgétaire.

Burundi

L'environnement international est assez peu favorable au Burundi fin 2011 avec un risque de persistance de la situation et ce malgré la hausse des cours du café et du thé, principaux produits d'exportation. En effet, la balance commerciale reste déficitaire vu le poids des importations par rapport aux exportations.

En dépit des efforts de l'Office Burundais des recettes pour l'amélioration de l'assiette fiscale, le déficit budgétaire persiste et les appuis des partenaires arrivent souvent tardivement. De surcroît, la dégradation du solde de l'Etat auprès des banques ne fait qu'aggraver la situation économique.

Sur le marché des changes, le franc burundais ne cesse de se dévaluer face au dollar et l'euro avec des conséquences sur le renchérissement de nos importations.

Après avoir enregistré des taux de 4,2% en 2011, la croissance de l'activité économique du Burundi se situerait 5,1% en 2012 et atteindrait 6,6% en 2013. Cette hausse s'expliquerait par des évolutions attendues au niveau des secteurs primaire et secondaire dans le contexte de la mise en œuvre du (CSLP-II), cadre stratégique de lutte contre la pauvreté de deuxième génération.

LISTE DES PARTICIPANTS

Pays	Institutions	Représentants	Fonctions	Adresse postale	Téléphone	Télécopie	E-mail
Pays CEMAC							
Cameroun	INS	NGUIMDO VOUFO Nadine Angèle épouse FOLEFACK TEMFACK	Chargé d'études assistant - cellule de la conjoncture	BP 134 Yaoundé - Cameroun	+237 74 48 96 66		nguimdovoufo@yahoo.fr
Cameroun	MINFI / Direction de la prévision	MEKIA Félicité Linda	Cadre au Service des synthèses macroéconomiques	BP 6342	+237 77 24 93 86		flicime2000@yahoo.fr
Centrafrique	DGPS / Direction de la conjoncture	Thierry Godefroy LOBAKA	Chef du Service du commerce extérieur et de la monnaie	BP 696 Bangui, RCA	+236 75 75 00 23		thierry_lobaka@yahoo.fr
Centrafrique	DGPS / Direction des synthèses économiques et sociales	BEBE Emile Urbain	Chef du Service des projections macroéconomiques	BP 696 Bangui, RCA	+236 75 04 33 40		bebe_emile@yahoo.fr
Congo	INS	MASSAMBA Christophe	chef du service de la conjoncture et de la prévision	BP 2031	+242 86 78 19 57		cmassamba@yahoo.fr
Congo	DGE - Direction des synthèses et des études économiques	KABIKISSA Bernard	comptable national	BP 1111 Brazzaville	+242 66 49 05 98		bernardkabikissa@yahoo.fr
Gabon	MEEDD/ Direction générale de l'économie	OTO'O NGOUA Lambert	Directeur des programmes sectoriels	BP 1204 Libreville	241 07 94 01 73		onlamb@yahoo.fr
Gabon	MEEDD/ Direction générale de l'économie	KASSAT Aurélie	Directrice des études macroéconomiques	BP 1204 Libreville	241 0625 69 47		moussavouk88@yahoo.fr
Guinée équatoriale	MECPE / DGE						
Guinée équatoriale	MECPE / DGE						
Tchad	INSEED	FANGAMLA MARANDI	Responsable de la conjoncture	BP 453 N'djamena	235 66 27 52 49		fangenf@yahoo.fr
Tchad	MFB / DGB / DEP	ABOUBACAR Adam Ibrahim	Chef du service des prévisions	BP 419 N'djamena	+235 66 22 23 99	(235) 52 35 44	adam_aboubakar73@yahoo.fr

Pays	Institutions	Représentants	Fonctions	Adresse postale	Téléphone	Télécopie	E-mail
Pays hors CEMAC							
Burundi	Ministère des finances et de la planification	BUKURU Gédéon	Conseiller à la Direction générale de la planification et de la prospective	BP 224, Avenue de l'Industrie, n°1 Bujumbura	+257 22 22 47 69	79 95 28 98	bukurged@yahoo.fr
Burundi	ISTEEBU	BUCUMI Dismas	Cadre au Service conjoncture et prévisions à court terme	BP 1156 Bujumbura	+ 257 79 998 019		budis52@yahoo.fr
Institutions							
BEAC	BEAC/Siège	KAMGNA Séverin Yves	Fondé de Pouvoir	BP 1917 Yaoundé	+237 74 44 64 93		kamgna@beac.int
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	DJIMTOÏNGAR Nadjounoum	Sous-directeur des études	BP 969 Bangui	+236 75 05 57 74		djimtoingar@yahoo.fr
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Roland Marc Lontchi Tchoffo	Chef de Projet chargé des Etudes Economiques et du Suivi des Programmes	BP 969 Bangui	+236 75 13 17 17		rlontchi@yahoo.fr
AFRISTAT	Département des études et synthèses économiques	JOEGER Claude	Coordonnateur du Département des études et synthèses économiques	BP E-1600, Bamako	+223 - 20 21 55 00 +223 - 74 49 71 65	+223 - 20 21 55 00	claud.joeger@afriostat.org
AFRISTAT	Département des études et synthèses économiques	EDI Serge Jean	Expert principal en macroéconomie	BP E-1600, Bamako	+223 - 20 21 55 00 +223 - 74 49 71 65	+223 - 20 21 55 00	serge.edi@afriostat.org